

ARRETE TEMPORAIRE N°A _ 2025 _ n° 41/25
REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT RUE DES REMPARTS

6.1.3
DGS/PM

PUBLIÉ LE 14 FEVRIER 2025

Le Maire de la Ville de Sorgues,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-18, L. 2122-20, mais aussi ses articles L.2212-1 et suivants et l'article L2213-1,

VU la délibération n° DCM_2020_29 de la séance du Conseil Municipal du 28 mai 2020, portant élection du Maire,

VU les arrêtés en date des 9 juin 2020, 27 mai 2021, 29 mars 2023, 05 avril 2023, 11 avril 2023, 12 janvier 2024 et 3 février 2025, par lesquels le Maire délègue ses pouvoirs aux Elus délégués,

VU l'instruction interministérielle du 22 octobre 1963 modifiée par la circulaire n°103 du 30 octobre 1968,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,

VU le code de la route et notamment ses articles L411-1, R417-10, R417-1 et suivants et L325-1 à L325-3,

VU le code pénal et notamment son article R 610-5,

VU la demande de Mme PIEDRA, gérante du commerce « Le Petit Prince » qui sollicite la réservation de deux places de stationnement au droit du 18 rue des Remparts afin de permettre une livraison de matériel,

CONSIDERANT qu'afin de permettre cette livraison, il y a lieu d'interdire le stationnement sur les deux places de stationnement situées devant ce commerce,

ARRETE

ARTICLE 1 - A l'occasion d'une livraison de matériel « Au Petit Prince » le stationnement de tout véhicule sera interdit sur les deux places de stationnement situées au droit du 18 rue des Remparts du **VENDREDI 14 FEVRIER 2025 à 19H00 au SAMEDI 15 FEVRIER 2025 à 14H00.**

ARTICLE 2 - Les prescriptions imposées par le présent arrêté seront matérialisées sur les lieux par la pose de barrières métalliques.

ARTICLE 3 - Tout stationnement contrevenant au présent arrêté est considéré comme gênant. Toute infraction à cet arrêté peut faire l'objet d'une mise en fourrière. La mise en fourrière peut être prescrite dans les conditions prévues aux articles L.325-1 à L.325-3 du code de la route.

ARTICLE 4 - Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, la Directrice de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché sur les lieux.

SORGUES, le 12 février 2025

Certifié exécutoire par le Maire

Compte tenu de la publication

Le 14/2/25

Pour le Maire et par délégation

La directrice de la police municipale

Isabelle THIBAULT

LE MAIRE, Thierry LAGNEAU

Pour le Maire et par délégation,

L'adjoint suppléant à l'adjoint délégué à la circulation absent
Christian RIOU

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Sorgues,

- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet :

www.telerecours.fr